

Paris, le 15 mai 2019

## LA TURQUIE EMPRISONNE LES UNIVERSITAIRES !

Depuis trois ans, les « Universitaires pour la paix », signataires d'une pétition intitulée « [Nous ne serons pas complices de ce crime](#) » – appelant l'État turc à reprendre les pourparlers de paix et à arrêter les discriminations et agressions de la population kurde de la Turquie – subissent une répression politique féroce de la part du pouvoir politique turc (limogages de leurs postes d'universitaires, condamnation à des peines de prison allant de 15 mois à 3 ans, etc.).

À ce jour, 697 des 2212 signataires de la pétition ont été assigné.e.s en procès pour « propagande pour une organisation terroriste », 191 ont déjà été condamné.e.s dont 34 sans sursis. Parmi ces dernier.ère.s, la professeure de l'université Galatasaray, Füsün Üstel, 64 ans, a été condamnée à 15 mois de prison ferme. La sentence a été confirmée en appel le 4 mars 2019 et le 7 mai elle a été emprisonnée à la prison pour femmes d'Eskisehir au centre de la Turquie.

Notre collègue Tuna Altinel, enseignant-chercheur à Lyon 1, lui aussi signataire de ladite pétition est également poursuivi dans cette vague de procès. Il s'est rendu à son procès en Turquie le 28 février 2019 pour se défendre des accusations portées à son encontre. Le vendredi 12 avril 2019, de retour à Istanbul pour les vacances de printemps, il s'est vu confisquer son passeport dès son arrivée à l'aéroport et s'est retrouvé dans l'impossibilité de rentrer à Lyon pour reprendre ses activités d'enseignement et de recherche. Samedi 11 mai, alors qu'il effectuait des démarches en préfecture pour renouveler son passeport, il a été arrêté et demeure emprisonné.

Le SNESUP-FSU ne peut accepter, une fois de plus, qu'un collègue enseignant-chercheur titulaire, soit menacé, arrêté, incarcéré et privé de ses droits les plus élémentaires pour avoir simplement mis en pratique les valeurs fondamentales de l'Université, celles du respect, de la démocratie et de la liberté d'expression.

Le SNESUP-FSU, avec le SNCS-FSU et le SNASUB-FSU, a proposé et fait voter à l'unanimité des votant.e.s [une motion de soutien à l'ensemble des collègues turc.que.s](#), au CNESER de ce mardi 14 mai 2019.

Un rassemblement, qui a réuni plus de 200 personnes, a eu lieu mardi 14 mai à Lyon à l'initiative de diverses organisations, d'universitaires et d'étudiant.e.s lyonnais.e.s solidaires des universitaires de Turquie signataires de la pétition pour la paix.

Enfin, le SNESUP-FSU a sollicité le Ministre des Affaires étrangères, pour qu'il intervienne avec fermeté, auprès du gouvernement turc afin que notre collègue puisse, en toute légitimité, pouvoir sortir de la Turquie et rejoindre son poste sur le territoire français. Il demande au gouvernement français et aux institutions universitaires françaises de poursuivre et d'intensifier leurs interventions pour que les droits de Tuna Altinel, et au-delà ceux de tou.te.s nos collègues et de toutes les victimes de la répression d'État en Turquie, soient respectés. ■

**SUIVEZ-NOUS !**



[SNESUPFSU](#)



[@SNESUPFSU](#)